

BULLETIN DU RÉSEAU ALPIN

N°15 2003

EDITORIAL

SOMMAIRE



ROSELYNE
BACHELOT-NARQUIN

EDITORIAL

Roselyne BACHELOT-NARQUIN

Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable (F)

PRÉFACE 2

Michael VOGEL

Président du Réseau Alpin

Directeur du Parc national de Berchtesgaden (D)

DOSSIER 2

Les contrats agricoles :

un outil pour concilier agriculture et biodiversité

Claire Broussat, Réseau Alpin des Espaces Protégés

L'agriculture slovène sur le chemin de l'Europe

Marija MARKEŠ, Triglavski narodni Park (SI)

Le label IP-Suisse : un signe de qualité à fortes contraintes

Niklaus Hofer

Contrat forestier Natura 2000

Mathieu Villetard, Parc national des Ecrins (F)

VIE DU RÉSEAU 7

GT «Grands carnivores»

2003 : année anniversaire

Berchtesgaden 2003

Nouveau Président au Réseau Alpin

C.P.I à Chamonix et Convention alpine

Action Alpes-Carpates : un processus bien engagé !

ACTUALITÉS 10

Le Réseau Alpin au sein de la CMAP

Durban Vème Congrès mondial sur les parcs

Nouveau siège pour le PN Alpe Veglia e Devero

Enregistrement EMAS pour le Parc naturel du Mont Avic

PUBLICATIONS 12

Rendons grâce à nos amis anglo-saxons d'avoir initié, il y a déjà une vingtaine d'années, l'évolution des pratiques agricoles vers la prise en compte des préoccupations environnementales, débouchant sur un premier règlement européen en 1985.

Il faudra attendre quelques années pour que les premières mesures agro-environnementales voient le jour en France, sous l'impulsion des associations environnementales impliquées dans des actions au quotidien.

Car c'est bien de l'esprit de ces opérations de terrain que sont nées les opérations locales agro-environnementales mises en œuvre dans le cadre du règlement d'accompagnement de la réforme de la politique agricole commune de 1992.

Véritables fers de lance de la politique agro-environnementale, ces opérations locales ont été des projets de territoires réellement appropriés par les agriculteurs. En effet, en France, près d'un million d'hectares a été contractualisé pour des objectifs de préservation de la biodiversité et des paysages. Cette appropriation n'est pas neutre et témoigne, s'il en était besoin, de l'importance que revêt la nature au quotidien.

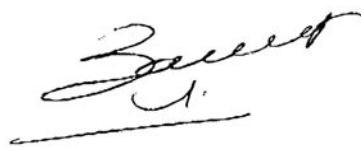
La gestion des zones humides, le maintien de l'activité agricole en zone de déprise, la sauvegarde de l'activité pastorale dans nos montagnes – chère, à juste titre, au Réseau Alpin –, la préservation de l'outarde canepetière en plaine céréalière ou encore la préservation de la diversité floristique au travers des cahiers des charges des productions labellisées... La finalité reste la même : conserver la diversité biologique, qu'elle soit faunistique ou floristique. Ces préoccupations sont au cœur des travaux que la France vient de lancer afin d'élaborer sa stratégie nationale pour la biodiversité.

Il est bien sûr un peu tôt pour faire un bilan des gains en faveur du maintien de la diversité biologique. Mais est-il nécessaire d'attendre de pouvoir vérifier le bien fondé de telles approches pour poursuivre ces démarches territoriales, la finalité étant bien de mettre un terme définitif à la dégradation de la biodiversité ?

Personne ne le comprendrait, et surtout pas le citoyen-contribuable. La voie tracée par le compromis de juin dernier offre une avancée significative de la réforme de la politique agricole commune par la mise en œuvre de l'éco-conditionnalité des aides du premier pilier.

Operer une convergence entre le premier pilier, garant d'une agriculture productrice de biens de consommation de qualité et le second pilier, garant du développement rural : n'est-ce pas là une définition de l'agriculture durable pour la préservation de la biodiversité ?

A quelques mois de la tenue, à Kuala Lumpur, de la septième conférence des Parties à la convention sur la diversité biologique, qui mettra la montagne et les aires protégées à l'honneur, je ne peux que souhaiter, comme mon collègue Jürgen Trittin, une nouvelle consolidation de la coopération transfrontalière pour la préservation et la gestion durable de nos espaces alpins.



*ROSELYNE BACHELOT-NARQUIN
MINISTRE DE L'ÉCOLOGIE ET
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (F)*

PRÉFACE

Le Réseau Alpin des Espaces Protégés est devenu un véritable partenaire, très demandé et recherché dans la coopération transalpine. Nous, espaces protégés des Alpes, y avons tous ensemble contribué. Lors de notre troisième Assemblée Générale, en juin 2001 à Molln, nous avons adopté le règlement intérieur pour notre future collaboration. A l'occasion de notre quatrième Assemblée Générale en juin 2003 à Berchtesgaden nous l'avons appliqué. Notre nouveau Comité de Pilotage International a été élu et a commencé son travail lors de sa première réunion à Chamonix. Tout cela a pu avoir lieu notamment grâce aux deux principes fondamentaux de notre coopération que sont la co-responsabilité et la continuité de nos actions.

Co-responsabilité puisque, dès le début du réseau, les espaces protégés se sont engagés dans des thématiques ou des actions spécifiques. Ils les ont assumées et les ont ensuite données aux groupements communs d'espaces protégés... Un autre secret de notre succès et de notre reconnaissance est la continuité des actions du réseau. Un programme de travail défini sur plusieurs années, et non pas à court terme, des échanges d'expériences réguliers, des méthodes de travail et la mise en place continue d'outils internationaux pour tous les membres, nous ont conduit à devenir un véritable partenaire au niveau de l'Arc alpin. Tout cela est devenu pour nous obligation et devoir. Continuons ensemble à travailler au développement futur du réseau.

*MICHAEL VÖGEL
PRÉSIDENT DU RÉSEAU ALPIN
DIRECTEUR DU PARC NATIONAL DE BERCHTESGADEN (D)*

DOSSIER

Les contrats agricoles : un outil pour concilier agriculture et biodiversité

Dans de nombreux espaces protégés de l'Arc alpin, les agriculteurs exercent leur activité sur le territoire protégé. La question de la compatibilité entre cette activité et le maintien de la biodiversité se pose alors. Si aujourd'hui, on admet de plus en plus que certaines pratiques agricoles ont un impact positif sur la richesse biologique de ces milieux façonnés par les agriculteurs, encore faut-il inciter les agriculteurs à maintenir ou à adopter ces pratiques qui ont souvent pour conséquence une baisse des rendements. Un bon outil pour encourager ces pratiques agricoles est la signature d'un contrat avec l'agriculteur. En contrepartie, l'agriculteur peut recevoir une aide financière lui permettant de compenser la baisse de revenu et de réaliser les investissements nécessaires. Ce

contrat peut également aboutir à l'obtention d'un label de qualité qui permettra à l'agriculteur de réaliser une plus value intéressante sur la vente de ses produits.

Aujourd'hui, de nombreux espaces protégés de l'Arc alpin ont recours à cet outil. Il existe plusieurs types de contrats. Les contrats proposés à l'échelle nationale « Österreichische Programm zur Förderung einer umweltgerechten, extensiven und den natürlichen Lebensraum schützenden Landwirtschaft » (ÖPUL) en Autriche, « Contrat Territorial d'Exploitation » puis « Contrat d'Agriculture Durable » (CTE/CAD) en France ; et régionale « Kulturlandschaftsprogramm » (KULAP) en Bavière. Ces contrats présentent des mesures qui doivent s'appliquer à de nombreux types d'agricultures et de milieux. De façon générale, ils sont proposés localement par l'organisme gestionnaire de l'espace protégé, permettent de mettre en place des mesures plus adaptées au milieu (contrats spécifiques aux zones humides ou aux pelouses

sèches...), qui sont parfois plus contraignantes pour les agriculteurs, mais qui ont un meilleur impact environnemental.

Les mesures phares pour de nombreux programmes nationaux ou régionaux sont celles qui se rapportent à l'extensification de l'agriculture (diminution de l'utilisation des engrais, respect des normes de l'agriculture intégrée, conversion ou maintien de l'agriculture biologique, conversion des terres arables en prairies...). Ces mesures sont souvent bien financées par les différents pays. Par contre, les mesures se rapportant directement à la protection de la nature (maintien des éléments du paysage, retard de la fauche, mise en place de systèmes « enclos-exclos », modification des parcours de pâturage...) sont souvent moins bien

rémunérées, voire absentes des cahiers des charges des programmes nationaux et régionaux et doivent alors faire l'objet de contrats locaux.

La contractualisation avec les agriculteurs est donc un outil important pour les gestionnaires des espaces protégés. Elle encourage l'adoption de pratiques adaptées au milieu naturel et à la diversité faunistique et floristique des terrains exploités.

CLAIRE BROUSSAT
RÉSEAU ALPIN DES ESPACES PROTÉGÉS



Alpage Pokrovc
© J.A. Mihelič - Triglavski narodni park (SI)

- Actuellement, les espaces protégés représentent 8% de la surface de la Slovénie (la moitié de cette surface est couverte par le Parc national de Triglav). Il est cependant prévu de protéger 30% de la surface du territoire slovène, dont le patrimoine naturel est très bien préservé.

La société slovène reconnaît qu'il est important d'intégrer les exigences et les besoins de la protection de la nature aux critères de développement de la société. Dans le même temps, il s'agit d'un domaine conflictuel puisque l'expérience nous a appris que, dans les faits, l'intégration des exigences environnementales aux programmes de développement, plus particulièrement aux programmes concernant l'agriculture, pose généralement des problèmes.

Néanmoins, nous constatons que la coordination et la résolution des problèmes de protection de la nature et de préservation des paysages culturels et de la biodiversité rejoignent pour une grande part la résolution des problèmes de l'agriculture et de l'emploi dans les régions rurales. C'est pourquoi, il est nécessaire d'encourager une meilleure compréhension de l'interdépendance entre la sauvegarde des paysages culturels, la protection de la nature et l'agriculture.

Au cours des dernières années, la politique agricole slovène a fait un grand pas en avant en organisant et stabilisant la situation

L'agriculture slovène sur le chemin de l'Europe

La Slovénie compte 1,9 million d'habitants et s'étend sur 20.250 km². Ce pays se distingue avant tout par une extrême diversité naturelle, économique et culturelle. La Slovénie se situe au carrefour de différentes cultures européennes: à l'ouest, la culture slave se mêle aux cultures germanes et latines, à l'est à la culture hongroise. Les données naturelles accentuent cette diversité. Seul un sixième de la surface de la Slovénie peut être défini comme pays plat (plaines pannoniennes et subpannoniennes), le reste de la Slovénie est couvert de montagnes et de collines, une grande partie de la Slovénie est constituée du monde karstique qui s'étend vers la côte Adriatique.

L'agriculture slovène reflète également cette diversité :

- Dûs aux différents facteurs naturels (relief accidenté et élevé; conditions climatiques, pédologiques et topographiques difficiles), les trois quarts de la surface agricole cultivée sont caractérisés par une faible capacité productive du sol, un dispersement des propriétés et en moyenne, la petite taille des exploitations (6,5 ha);

- Par conséquent, ces régions connaissent un exode rural, les terres ne sont plus exploitées, les infrastructures de production sont délaissées (chemins, fermes);

de l'agriculture. Dès les années 70, la Slovénie a introduit les premiers programmes destinés aux agriculteurs, comparables aux programmes européens. Depuis les années 90, les ressources consacrées à l'agriculture augmentent régulièrement chaque année. Le Programme de développement rural intégral et de renouveau des villages (CRPOV) créé en 1991 a fourni les bases d'une réflexion sur le développement rural. Ce processus a pu être prolongé grâce à l'introduction continue de nouveaux programmes. Ainsi, nous pouvons dire que le processus d'adhésion à l'Union Européenne a eu des retombées financières très positives pour les agriculteurs slovènes. Du point de vue de la protection de la nature, il est particulièrement important de souligner que, depuis l'an 2000, la Slovénie conduit des programmes d'agriculture écologique apportant un soutien aux agriculteurs qui décident volontairement d'orienter leurs pratiques agricoles vers des pratiques extensives et proches de la nature. Les agriculteurs résidant dans les espaces protégés sont plus particulièrement ciblés puisqu'ils reçoivent des subventions supérieures de 20% aux subventions allouées aux agriculteurs dont l'exploitation est située en dehors d'un espace protégé.

En ce qui concerne l'entrée de la Slovénie dans l'Union Européenne, nous constatons que la Slovénie n'a pas vraiment le choix quant aux chemins que peut suivre l'agriculture. Le marché pour les produits slovènes est sans aucun doute l'Europe – que ceci nous plaise ou non. Ainsi, il est urgent d'adapter l'agriculture et l'industrie alimentaire aux standards européens et, dans la mesure du possible, de collaborer avec l'UE à la définition de ces standards car il est préférable de collaborer que

d'être entièrement dépendant de facteurs extérieurs. En Slovénie, et plus particulièrement dans le domaine de la protection de la nature, nous approuvons le développement d'une politique agricole commune qui souligne de plus en plus la nécessité d'une approche globale du développement rural et réoriente les moyens financiers consacrés au soutien à la production vers des subventions intégrant des données sur la protection de l'environnement et de la nature.

L'adhésion à l'Union Européenne apporte une nouvelle donnée essentielle aux agriculteurs slovènes liée au programme NATURA 2000. Dans le cadre de ce programme, il est prévu de désigner plusieurs sites en Slovénie, dont le Parc national de Triglav. Dans les années qui viennent, nous devons donc informer à temps et intégralement les agriculteurs sur ce thème et préparer les instruments adéquats.

Pour conclure, j'espère que les pays et régions confrontés à une problématique similaire au sein de l'espace alpin sauront à l'avenir mieux collaborer et atteindre également de meilleurs résultats dans l'arène politique européenne. Nous espérons que le temps qui s'est écoulé entre l'empire romain et l'Europe des 25 a aussi changé les mentalités des européens et européennes.

MARIJA MARKES^{}*
TRIGLAVSKI NARODNI PARK (SI)



Préparations pour la semence des pommes de terre dans le Bohinj
© J.A. Mihelič - Triglavski narodni park (SI)

Le label IP-Suisse : un signe de qualité à fortes contraintes

En Suisse, la production intégrée dans le secteur agricole est devenue aujourd'hui quasiment un standard, et ce grâce à « l'écologisation » prônée par la confédération. Le standard défini est relativement exigeant. Les producteurs doivent surmonter des obstacles importants s'ils veulent obtenir le Certificat de production écologique (tel est le nom attribué à l'IP par la confédération depuis quelques années) et produire dans le cadre fixé. L'assolement (permettant de réduire le nombre de maladies et de parasites) ainsi qu'une

balance équilibrée des apports/rejets de substances nutritives (afin de réduire les pertes en azote et en phosphore) sont quelques-uns des nombreux points. L'IP-SUISSE se base sur les règles fixées par la confédération et va volontairement plus loin. Grâce à un plus grand investissement personnel, les produits du label ont une valeur ajoutée plus importante qui se répercute sur les prix, plus élevés. L'IP-SUISSE est la garantie d'une agriculture respectueuse de l'environnement et des animaux, de même que de produits d'une très grande qualité, conformes aux directives et sous le contrôle de l'IP-SUISSE. Par ailleurs, il s'agit de produits provenant exclusivement de Suisse.

Exigences s'appliquant à l'ensemble de l'exploitation des agriculteurs de l'IP-SUISSE :

L'ensemble de l'entreprise IP-SUISSE doit satisfaire aux exigences du Certificat de production écologique (ÖLN) d'après la directive sur les paiements directs de la confédération. Par ailleurs, IP-SUISSE pose des exigences spécifiques en ce qui concerne l'élevage des animaux. Ces exigences vont nettement plus loin que les conditions fixées par la loi (loi sur la protection des animaux). De plus, il est interdit d'utiliser sur l'ensemble de l'exploitation des produits modifiés génétiquement (fourrage) de même que des boues d'épuration.

Exigences spécifiques au label :

Les produits commercialisés sous le label de la Coccinelle (label d'IP-SUISSE) doivent remplir d'autres exigences variant selon les domaines de produits. Ainsi, les exigences dans le domaine de l'élevage des animaux sont plus strictes :

- Par exemple, les veaux, les porcs etc. doivent pouvoir se reposer sur une surface recouverte de paille, les vaches doivent paître à l'extérieur durant une période supérieure de 30 jours à la période fixée par le législateur.

- En règle générale, toutes les espèces d'animaux doivent être laissées en liberté, en groupes et ne doivent pas être attachées. Toutes ces règles contribuent au bien-être des animaux IP-SUISSE.

Dans le domaine des cultures agricoles, il existe des limitations supplémentaires voire une interdiction de l'usage de pesticides. Voici quelques exemples :

- Les céréales IP-SUISSE ou le colza IP-SUISSE sont produits sans aucun emploi de fongicides ou d'insecticides.

- Dans les champs de pommes de terre, les mauvaises herbes sont éliminées mécaniquement ou bien thermiquement, donc sans produits chimiques.

- Le jus de pomme produit par IP-SUISSE provient à 60% de pommiers à haute tige reconnus pour la qualité supérieure de leurs fruits. Par ailleurs, ces arbres ont pratiquement disparu dans de nombreuses régions.

Contrôles :

Toute règle nécessite un contrôle. Les exploitations IP-SUISSE sont contrôlées chaque année par un groupe indépendant. Ce contrôle s'applique aussi à toutes les entreprises situées en aval (par exemple aires de stockage des céréales, meuniers et boulangers).

Traçage et certification :

Un organisme certificateur indépendant suit la production tout le long de la filière et procède à des examens généraux des entreprises. C'est ainsi que les produits IP-SUISSE sont certifiés.

Incitations pour les producteurs :

Pourquoi est-ce qu'un agriculteur continue à jouer le jeu malgré les contrôles et les prescriptions strictes du label ? Ce n'est vraiment pas évident. Pourtant, la philosophie d'IP-SUISSE, la production écologique et respectueuse des animaux, n'est pas étrangère aux agriculteurs suisses. Mais ceci doit se répercuter sur les revenus. En vertu des obligations plus strictes qui sont imposées, les agriculteurs IP-SUISSE ont une productivité inférieure (moins d'animaux dans les étables ou moins de rendement par unité de culture). Leur revenu minimum est compensé par les primes IP-SUISSE et l'effort supplémentaire fourni par les producteurs se traduit par une meilleure valeur ajoutée sur le marché.

Avantages pour les acheteurs et les consommateurs :

Les produits proviennent exclusivement de Suisse, ils sont produits de manière écologique, ils sont contrôlés et peuvent être tracés. Ces aspects sont aujourd'hui importants pour gagner la confiance des consommateurs dans ces produits. Mais cette méthode d'exploitation et ainsi la protection de l'environnement a aussi son prix. Le fait que, quotidiennement, des milliers de consommateurs et consommatrices achètent et consomment les produits IP-SUISSE chez Migros, Coop, chez le boulanger ou le charcutier, à Mc Donalds etc. montre que les consommateurs y attachent de la valeur.

Vous trouverez d'autres renseignements en contactant

IP-SUISSE, Zollikofen

tél: 031 910 52 01

e-mail: info@ipsuisse.ch

site internet: www.ipsuisse.ch

*Niklaus Hofer
IP-SUISSE (CH)*



Contrat forestier Natura 2000

Contexte : réglementation, localisation et partenaires

Le contrat forestier mis en place sur le site « Vallon du Fournel- Les Bans » (Hautes Alpes) est le premier contrat Natura 2000 forestier réalisé en France. Il a pu être établi suite à la réalisation d'un DOCOB Natura 2000 (document d'objectifs) validé par le comité de pilotage du site, qui réunit l'ensemble des institutions, des socioprofessionnels et des acteurs locaux (agriculteurs, chasseurs, éleveurs...).

Ce document d'objectifs est un document cadre qui préconise une série de mesures suivant les types de milieux, la faune, et la flore d'intérêt européen (cf. directive « Habitat » et directive « Oiseaux »).

C'est donc dans le document d'objectifs que sont inscrites les mesures qui ont été ensuite reprises pour un engagement contractuel entre l'ONF (Office National des Forêts) et l'Etat français. C'est un organisme tiers : la CNASEA (Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles) qui gère l'aspect administratif et financier de ce contrat. La DDAF (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt) par délégation de la DIREN (Direction Régionale de l'Environnement) instruit techniquement le dossier. Il a été préalablement monté par l'opérateur du DOCOB (ici la commune) et l'ONF.

Ce contrat forestier s'est exercé sur le territoire d'une collectivité territoriale (forêt communale soumise), la commune de l'Argentière-La-Bessée, qui se trouve en zone périphérique du Parc national des Ecrins. Le souhait de la commune de l'Argentière a été de mandater l'ONF sur son territoire pour mettre en œuvre plusieurs mesures de gestion issues du DOCOB à travers un acte formel d'engagement : le contrat Natura 2000.

L'objet du contrat forestier

Ce contrat Natura 2000 forestier concerne plusieurs mesures de gestion liées aux obligations des états membres, (ici la France), afin de mettre en place des mesures favorables à la conservation des espèces, et des milieux de la Directive « Habitat ».

Dans ce contrat, il existe deux types d'engagements :

- Les engagements non rémunérés ; qui sont

DOSSIER

**Actions agri-environnementales
et biodiversité**



Réunion de concertation sur le terrain avec tous les acteurs © M. Villetard - Commune de l'Argentière-La-Bessée (F)

surtout des engagements à « ne pas faire », et qui dans la réalité sont des engagements qui reviennent à faire ce qui est déjà en place actuellement.

- Les engagements rémunérés, qui sont des actions volontaristes sur les milieux, la faune ou la flore afin de les préserver.

Ici nous nous intéresserons, aux engagements rémunérés qui sont la raison d'être de ce contrat.

Dans le cas de ce contrat, les « habitats » ou milieux concernés sont :

- les landes à rhododendron (sous mélèze)
- les boisements d'If
- les boisements de Pin à Crochets sur calcaire

Ce contrat présente également des mesures concernant le Tétrás Lyre.

Pour les boisements d'If et de Pin à Crochets, les mesures de gestion contractualisées sont relativement simples : actions de surveillance, de maintenance d'enclos et d'exclos (clôture) permettant de suivre à des pas de temps réguliers ces boisements. Ainsi, une évaluation financière en nombre de jours/homme a été réalisée pour définir le coût de cette action.

Pour le Tétrás Lyre : l'objectif a été de préserver cette espèce qui était soumise à un dérangement lié à l'activité pastorale en été. L'idée a donc été de proposer à l'éleveur de modifier son parcours pastoral (ovins) en respectant un calendrier de pâturage précis afin de préserver des zones de nichées et d'élevage des jeunes téttras jusqu'au 15 août. En modifiant son parcours pastoral, l'éleveur n'avait pas d'autres choix que d'aller pâturer plus tôt dans les zones de régénération forestière. Finalement, l'ONF et la commune sont arrivés à un accord qui prenait en compte la protection des zones de régénération du mélèze. Ainsi, l'ONF s'est engagé dans le contrat à mettre en place des clôtures (5 placeaux de 0,25ha) et des trépiers (protection individuelle) pour protéger la zone de régénération. Cet engagement concerne la pose, la maintenance et le protocole de suivi de cette mesure.

Le coût global du contrat est de 63 350 € HT pour 5 ans (12 670 € HT /an). Ce contrat a été signé en 2002, mais il n'a pu se mettre en place qu'en partie en 2003, pour des raisons budgétaires liées au Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable. Il sera pleinement effectif à partir de juin 2004.

MATHIEU VILLETARD
PARC NATIONAL DES ECRINS (F)

GT "Grands carnivores": Déclaration d'intentions et programme d'actions

Lors du 3^{ème} Workshop International « Grands Carnivores », organisé en collaboration avec le Parc naturel d'Adamello Brenta, ont été abordées les problématiques inhérentes à la présence de l'ours, du loup et du lynx dans les espaces protégés de l'Arc alpin.

Afin de favoriser la collaboration entre les organismes préposés à la conservation des espèces, une déclaration d'intentions et un programme d'actions ont été rédigés. Dans ce document sont proposées quelques initiatives concrètes à réaliser dans les deux prochaines années, avant le prochain workshop du groupe de travail « Grands Carnivores ».

Le document, disponible sur simple demande auprès du Parc naturel Adamello Brenta, prévoit une collaboration tendant à:

- Instaurer un rapport d'étroite coopération dans le cadre de la communication ;
- Favoriser le passage d'expériences acquises à travers l'échange de personnel ;
- Harmoniser le monitoring des données grâce au partage des activités de recherche réalisées ou en cours ;
- Favoriser les contacts entre le groupe de travail « Grands Carnivores » et les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux qui s'occupent des trois espèces en question afin de travailler en synergie et d'éviter les superpositions ;

2003 : année anniversaire pour de nombreux espaces protégés

Après 2002, Année internationale de la Montagne, 2003 aura également été riche en événements. De nombreux espaces protégés alpins se sont mis à pied d'œuvre pour fêter, de la manière la plus digne qu'il soit, leurs 40, 30, 25, 20... années d'existence. Quel que soit le pays, chacun a voulu profiter de cette occasion pour se rapprocher encore un peu plus du grand public et des populations locales en organisant conférences, excursions, projections... ouvertes à tous. Merci à tous pour ces moments de convivialité et joyeux anniversaire !!

- Mettre en œuvre des mesures pour résoudre d'éventuels conflits entre l'homme et les trois espèces ;
- Organiser la coopération entre les espaces protégés au moyen de la structuration d'un groupe opérationnel permanent.

La « Déclaration » se présente donc comme un instrument important pour pouvoir mettre à profit les expériences mûries par les différents organismes dans la conservation des espèces en question, en se faisant promoteurs des actions proposées à l'égard des administrations publiques respectives. Dans ce sens, le document est proposé à tous les intéressés: espaces protégés de l'Arc alpin et organismes territoriaux impliqués à divers titres dans la conservation des espèces,... Tous les organismes qui décideront d'en partager et accepter le contenu devront l'approuver formellement en envoyant au Parc naturel Adamello Brenta (coordinateur du groupe de travail), si possible dans de brefs délais, un acte formel d'approbation.

Progetto Life Ursus

tel: +39 (0)465 804515

email: lifeursus@parcoadamellobrenta.tn.it

Parco Naturale Adamello Brenta

via Nazionale, 12

I - 38080 Strembo (TN)

tel: +39 (0)465 804637



Loup (Canis lupus)
© B. Opolka - Réseau Alpin

Quelques dates de création (pour mémoire) :

Allemagne :	PN de Berchtesgaden (1978)
Autriche :	PN Hohe Tauern Salzburg (1983) et de nombreuses réserves naturelles
France :	PN de la Vanoise (1963), PN des Ecrins (1973)
Italie :	PN des Dolomiti Bellunesi (1993), Parcs naturels Alpe Veglia e Devero (1978), Monte Barro (1983), Montevicchia e Valle del Curone (1983), Pineta di Appiano Gentile e Tradate (1983), de l'Adamello (1983) ainsi que de nombreuses réserves naturelles
Suisse :	Réserves naturelles de la Forêt d'Aletsch (1933), Engstensee-Jungibäche-Achtelsass (1973), du Vanil Noir (1983)

Voir le site Internet pour la liste complète : www.alparc.org

U VIE DU RÉSEAU VIE DU RÉSEAU

Berchtesgaden 2003 :

IV^{ème} Conférence Internationale des Espaces Protégés Alpins

Les 26 et 27 juin derniers, s'est déroulée, avec grand succès, la conférence internationale du Réseau Alpin, organisée conjointement avec le Parc national de Berchtesgaden. Le thème abordé était, cette année, « Les espaces protégés alpins : carrefours de l'écologie et de la communication ». Plus de 130 participants, venant de tous les pays alpins mais également des Carpates, ont suivi les travaux de la conférence. Sur le podium, se sont alternés plus d'une vingtaine d'experts. A la suite des travaux, trois ateliers de travail ont également été organisés : formation internationale des gestionnaires, stratégies communes de communication et rapports entre espaces protégés et recherche. Les moments de détente n'ont pas manqué : repas de spécialités bavaroises, l'incontournable apéritif alpin, la visite des mines de sel... Les excursions ont également permis de découvrir le Parc national de Berchtesgaden.

Assemblée Générale 2003 : première application du Règlement intérieur

Elle a réuni les gestionnaires des parcs nationaux, régionaux et naturels ainsi que des réserves naturelles des Alpes. Des représentants de différents ministères et services gouvernementaux ou régionaux de l'environnement étaient également présents. Le bilan des deux dernières années en matière d'action de publications et d'échanges a été présenté. Les grandes lignes du programme 2004 et 2005 et les résultats de la concertation des espaces protégés alpins de 2002 ont été validés par l'Assemblée Générale. Plusieurs points précis ont été traités : évolution du Réseau Alpin et application du principe de coresponsabilité, déclaration du groupe de travail «grands carnivores», programme INTERREG III B, information sur la coopération Alpes-Carpates... Le rapport complet sera publié avec les actes de conférence de Berchtesgaden (disponible dès janvier 2004). L'Assemblée Générale a été également appelée à élire le nouveau Comité de Pilotage International.

Nouveau Président au Réseau Alpin

Michael Vogel, Directeur du Parc national de Berchtesgaden (D), a été élu nouveau président du Comité de Pilotage du Réseau Alpin des Espaces Protégés. Le président sortant, Michele Ottino (Directeur du Parc national du Grand

COMPOSITION DU NOUVEAU COMITÉ DE PILOTAGE INTERNATIONAL :

ITALIE (4 REPRÉSENTANTS) :	
Michele Ottino	Directeur (Parco Nazionale Gran Paradiso)
Massimo Bocca	Directeur (Parco Naturale Mont Avic)
Artur Kammerer	Directeur (Amt für Naturparke Südtirol)
Michele Da Pozzo	Directeur (Parco Naturale Dolomiti d'Ampezzo)
FRANCE (3 REPRÉSENTANTS) :	
Jean-Michel Decoud	Directeur adjoint (Parc national des Ecrins)
Philippe Lheureux	Directeur adjoint (Parc naturel régional de Chartreuse)
Emmanuel Michau	Directeur (ASTERS – Réserves naturelles de Haute-Savoie)
AUTRICHE (3 REPRÉSENTANTS) :	
Hermann Stotter	Directeur (Nationalpark Hohe Tauern / Tirol)
Werner Franek	Directeur (Nationalpark Gesäuse)
Otto Leiner	Directeur (Alpenpark Karwendel / Tirol)
SUISSE (1 REPRÉSENTANT) :	
Heinrich Haller	Directeur (Parc National Suisse)
ALLEMAGNE (1 REPRÉSENTANT) :	
Michael Vogel	Directeur (Nationalpark Berchtesgaden)
SLOVÉNIE (1 REPRÉSENTANT) :	
Janez Bizjak	Directeur (Triglavski narodni park)

+ les représentants des Etats désignés par les Etats membres de la Convention Alpine (un représentant par Etat) et un représentant de l'Union Européenne.



Michael Vogel



Michele Ottino



Janez Bizjak

Paradis / I) occupe désormais le poste de vice-président aux côtés de Janez Bizjak (Directeur du Parc national du Triglav / SI). Nous les remercions tous pour leur excellent travail de ces dernières années et souhaitons bon vent au nouveau président qui, d'ores et déjà, s'est fortement engagé dans la coopération avec la présidence allemande de la Convention Alpine et par sa représentation du Réseau Alpin lors de différentes manifestations.

Comité de Pilotage International à Chamonix et Convention alpine

Le Comité de Pilotage International du Réseau Alpin, renouvelé lors de l'Assemblée Générale de Berchtesgaden vient de se réunir à Chamonix / F (13 – 15 octobre 2003). Il a décidé du programme de travail 2004 et a précisé l'importance de la coopération avec les instances de la Convention Alpine. Il a également recommandé le montage d'un projet INTERREG III B sur un concept commun de communication des espaces protégés par le biais de leurs centres de visiteurs. Il a également décidé de la réalisation d'un certain nombre de dossiers techniques comme le montage de la banque de données du Réseau Alpin et de la poursuite des études engagées ou à engager, notamment l'étude sur les espaces protégés transfrontaliers et le réseau écologique dont le Réseau est chargé de soumettre une proposition au prochain comité permanent de la Convention Alpine.



alpenkonvention convention alpine convenzione delle alpi alpska konvencija

Extrait du compte-rendu de la réunion du Comité permanent de la Convention Alpine. Bad Reichenhall, Bavière, 1^{er} octobre 2003.

Espaces protégés alpins :

1. Le Comité Permanent souligne à nouveau l'importance de la diversité biologique dans la région alpine et appuie les efforts pour sa garantie et sa conservation durables.
2. Le réseau écologique des espaces protégés Natura 2000 est encore dans la phase de sa mise en œuvre dans le cadre de l'UE ; pour le compléter, les espaces protégés des pays alpins non-membres de l'UE, devraient créer un état favorable de conservation des espaces de vie qui méritent une protection, et des habitats des espèces dans la région alpine, en fournissant ainsi un apport essentiel à la conservation de la diversité biologique.
3. Avec pour objectif de contribuer à l'application de l'article 12 du protocole « Protection de la nature et entretien des paysages » (réseau écologique), le Comité permanent de la Convention Alpine prie le Réseau alpin d'élaborer un projet qui analyse et présente un état des lieux :
 - des aires protégées sur le plan transalpin, sur la base des données disponibles,
 - des liaisons existantes entre espaces protégés,
 - des liens complémentaires utiles entre aires protégées au sens de l'article 12.
4. Le Comité permanent prie le Réseau Alpin d'associer lors de l'élaboration de la proposition du projet, le Secrétariat Permanent de la Convention Alpine, les services responsables des Parties contractantes, les observateurs et d'autres organismes compétents. Le Comité permanent prie le Réseau Alpin de soumettre la proposition de projet d'ici la 27^{ème} réunion du Comité permanent.
5. Le Comité permanent examinera la proposition de projet et les possibilités de son financement, dont INTERREG IIIB. L'Allemagne et la France donnent leur accord de principe quant à leur participation au projet.



CPI à Chamonix (F)
© B. Opalka - Réseau Alpin

Action Alpes-Carpates : un processus bien engagé !

Les 30 et 31 octobre 2003 à Bratislava, le Réseau Alpin et le Gouvernement slovaque ont organisés la deuxième réunion du Comité de Pilotage de Partenariat du Réseau des Espaces Protégés des Carpates. Ce comité, composé de 7 membres désignés par les gouvernements des pays des Carpates, a pour but la mise en place d'un réseau des espaces protégés des Carpates. Parallèlement, aura également lieu une réunion regroupant les gestionnaires de ces espaces protégés (1 par pays). Le processus de mise en place du réseau est donc définitivement bien lancé.

Le Réseau Alpin au sein de la CMAP

La CMAP – Commission Mondiale des Aires Protégées de l’UICN est un réseau de spécialistes des aires protégées. Elle est constituée de volontaires et organisée en groupes régionaux et thématiques. Le groupe régional européen a invité le directeur du Réseau Alpin des Espaces Protégés, Guido Plassmann, à faire partie de son comité directeur ; la commission cherche ainsi à renforcer sa collaboration avec les organisations partenaires actives dans le domaine comme Europarc, BirdLife, WWF, etc.

Durban septembre 2003 : Vème Congrès mondial sur les parcs

Le Vème Congrès mondial des parcs de l’UICN, qui s’est déroulé à Durban, Afrique du Sud, s’est clôturé par un accord des participants sur de nouveaux engagements et des orientations politiques pour les aires protégées du monde. Il fixe ainsi le programme pour les 10 prochaines années. Autour du thème « Bénéfices par-delà les frontières », le Congrès a traité de diverses questions et a permis de définir notamment des instruments pour améliorer l’efficacité de leur

Lors de sa réunion du mois de mai à Helsinki, le comité directeur a passé en revue les activités, a décidé d’organiser une réunion spéciale des délégués européens lors du congrès mondial sur les Parcs à Durban, et a proposé de mettre sur pied des groupes de travail concernant les problèmes de foresterie et de pâturage dans les zones protégées. La commission est active dans le domaine de la certification des aires protégées et ses membres participent occasionnellement à des missions d’évaluation. Des lignes directrices pour l’organisation de telles missions ont été préparées.

*PIERRE GALLAND
CONSULTANT (CH)*

gestion, de trouver de nouveaux instruments juridiques et d’établir de nouveaux partenariats.

La série de recommandations apportée par la Commission Mondiale des Parcs traitent de sujets auxquels le Réseau Alpin est très attaché : établir des réseaux d’aires protégées efficaces et complets, renforcer les aires protégées de montagne : une contribution stratégique au développement durable, développement d’initiatives de conservation transfrontalières, le tourisme comme instrument de conservation et d’appui aux aires protégées, valeurs culturelles et spirituelles, la Convention du patrimoine mondial ...

Pour de plus amples informations :
<http://www.iucn.org/themes/wcpa>

Alpe Veglia e Devero : nouveau siège pour le Parc naturel

Le Parc naturel Alpe Veglia et Devero a inauguré son nouveau siège administratif. Il s’agit de la « Villa Gentinetta » à Varzo, un bâtiment qui date du début des années 1900, entouré d’un espace vert. Le nouveau siège offre d’importants locaux modernes et permet ainsi de résoudre les problèmes chroniques de fonctionnalité qui étaient liés aux espaces exigus des anciens bureaux. Une vaste salle, en sous-sol, accueille le musée archéologique. Au premier étage se trouvent : le centre de visiteurs, le bureau d’informations, l’accueil ainsi qu’une salle de réunion. Les bureaux administratifs sont situés au second étage et les bureaux techniques et des gardes sont au troisième.

L’adresse est la suivante :

Parco Naturale Alpe Veglia Alpe Devero, Villa Gentinetta - Viale Pieri 27, I - 28868 Varzo (VB)

Les numéros de téléphone et de télécopie restent, quant à eux, inchangés.



Enregistrement EMAS pour le Parc naturel du Mont Avic

Le **Règlement EMAS** est le schéma d'écogestion et d'audit développé par la Communauté Européenne (Reg. CE n.761/2001) auquel peut adhérer n'importe quelle organisation qui entend évaluer et améliorer ses propres prestations environnementales. Le Parc naturel du Mont Avic (Vallée d'Aoste - Italie), voyant dans cette démarche un instrument opérationnel et intéressant pour une gestion plus efficace et systématique de ses activités institutionnelles, a adhéré en janvier 2002 au règlement grâce au soutien de la Région Autonome de la Vallée d'Aoste. L'activité innovante de recherche qui en résulte, conduite avec le support scientifique de l'Ecole Polytechnique de Turin, a permis à l'organisme Parc d'obtenir, primeur en Italie et en Europe, l'enregistrement EMAS (mai 2003). A cette fin une analyse environnementale approfondie a été conduite pour déterminer le territoire de compétence concernant les composantes naturelles et anthropiques, de manière à mettre en évidence toute critique possible et à définir des objectifs adéquats et des programmes environnementaux à réaliser au cours des années 2003-2005.

L'analyse des composantes naturelles a demandé une mise à jour systématique et la validation des données et des informations provenant d'études et de suivis existants, ce qui a permis de réorganiser les archives et enregistrements ainsi que de planifier des approfondissements sur quelques aspects d'intérêt particulier, comme l'hydrobiologie des eaux superficielles. Les activités de la compétence du Parc, ainsi que les infrastructures présentes sur le territoire (alpages, prélèvements hydriques, etc.) et les activités conduites par des tiers - institutionnels (Communes, Communautés de Montagne, Corps Forestier de la Vallée d'Aoste, etc.) et autres (population, touristes, alpagistes, etc.) - ont été analysées dans le détail, en déterminant et caractérisant toute forme possible d'altération environnementale, réelle ou potentielle, focalisant en particulier l'attention sur l'utilisation des ressources naturelles et les effets potentiels sur la biodiversité.

Dans le cadre du **Système de Gestion Environnementale** et à partir des résultats de l'analyse environnementale, ont été définies : des procédures efficaces de surveillance et de monitoring du territoire avec pour objectif la



Pin à crochets sur ophiolites
© M. Broglio - Parco Naturale Mont-Avic (I)

conservation des milieux majoritairement sensibles au dérangement anthropique ; des procédures de monitoring quantitatif de la fréquentation touristique ainsi que des procédures de gestion des urgences environnementales et de contrôle des usages de ressources naturelles et matières premières. Un autre élément fondamental du Système de Gestion Environnementale est la volonté d'impliquer tous les *stakeholders* présents sur le territoire: le Parc a répondu à cette exigence en définissant des objectifs de conservation des ressources naturelles partagés et compatibles avec l'économie sociale locale et la mise en place d'une communication et d'une information grand public efficaces, au moyen d'initiatives adaptées de sensibilisation et l'édition du document **Déclaration environnementale** (disponible sur le site www.montavic.it).

Cette approche, poursuivie depuis toujours par le Parc mais encore renforcée par l'adhésion aux principes du règlement EMAS, a récemment conduit à l'agrandissement officiel du territoire de l'espace protégé suite à une demande faite par la population locale. Initialement compris uniquement sur la commune de Champdepraz, le Parc s'étend maintenant aussi sur une partie de la commune de Champorcher et atteint une superficie globale de 5 747 hectares.

MASSIMO BOCCA
PARCO NATURALE DEL MONT AVIC (I)
CLAUDIO COMOGLIO, EMANUELA BOTTINELLI
POLITECNICO DI TORINO -
DIPARTIMENTO DI GEORISORSE E TERRITORIO (I)

PUBLICATIONS PUBLICATIONS

Le document pédagogique du Réseau Alpin des Espaces Protégés

Ce document d'enseignement et d'information a été conçu afin de disposer d'un outil simple de communication à destination de divers publics, notamment de l'enseignement supérieur et de la formation continue. Ce dossier constitué de fiches, de transparents et d'un CD, propose une vue d'ensemble des enjeux en matière de protection de la nature dans l'Arc alpin, de la Convention alpine, des missions des espaces protégés et des thèmes qui s'y rattachent.



III^{ème} Conférence Internationale des Espaces Protégés Alpins

Les actes de la conférence, qui s'est déroulée en juin 2001 à Molln, Parc national des Kalkalpen (A) et qui portait sur le thème « Découverte de la nature dans les espaces protégés – une contribution à la Convention alpine », sont sortis. Ce document, publié dans les quatre langues alpines, reprend toutes les interventions faites lors de la conférence, les conclusions de l'Assemblée Générale ainsi que le règlement intérieur du Réseau.



Les Actes du Réseau Alpin, n°4/2003, ISSN 1629-3233, 260 p.

Nouvel ouvrage sur le lynx publié par le Conseil de l'Europe

Après « The re-introduction of the lynx into the Alps » en 1995 et « Action plan for the conservation of the Eurasian Lynx in Europe », le Conseil de l'Europe a publié en mars 2003 « Stratégie panalpine de conservation du lynx ». Le document se base sur les deux idées que sont: aucun pays alpin ne peut accueillir de façon isolée une population viable de lynx et la coopération internationale est essentielle pour la conservation de l'espèce et encore plus pour résoudre les problèmes rencontrés par chacun. Après un point sur la situation actuelle de la population alpine de lynx, il évoque par pays les actions recommandées pour une conservation adéquate de l'espèce.



Nature and Environment, No. 130, mars 2003, 26 p.

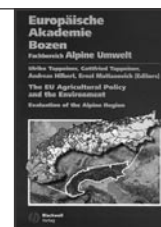
« Parks » : une nouvelle revue dédiée aux parcs dans l'univers alpin

Depuis juillet 2003, le service des parcs naturels de la Province Autonome de Bolzano a lui aussi sa revue. « Parks » est publié en italien et en allemand, elle donne à travers ces 20 pages l'actualité des sept parcs naturels gérés par la province.



The EU Agricultural Policy and the Environment

Cet ouvrage publié par l'Académie Européenne de Bolzano présente les résultats et les conclusions d'un travail mené sur la question suivante: quelle est donc l'influence de la politique agricole de l'Union Européenne sur le paysage et l'environnement dans les Alpes. Un CD-ROM joint à l'ouvrage montre différents aspects naturels, sociaux-économiques et de structures agraires des Alpes à travers 57 cartes thématiques auxquelles sont associés de courts commentaires.



The EU Agricultural Policy and the Environment, Evaluation of the Alpine Region, 275 p.

Réseau Alpin des Espaces Protégés

Tél: +33 / (0)4 92 40 20 00
Fax: +33 / (0)4 92 40 20 01

Directeur de publication: Guido Plassmann
Conception: Galdric L'Héritier, Florence Spiteri (05)
Réalisation: Réseau Alpin des Espaces Protégés
Ont participé à ce numéro: R. Bachelot-Narquin, M. Biasia, M. Bocca, C. Broussat, E. Bottinelli, E. Brancaz, C. Comoglio, P. Galland, N. Hofer, M. Markes, M. Opelz, G. Plassmann, M. Villetard, M. Vogel.
Traductions: M. Biasia, F. Bibic, E. Brancaz, A. F. Gasperlin, Y. Kohler, T. Markun, S. Unterreiner
Relectures: M. Biasia, E. Brancaz, S. Nunes Veloso, G. Plassmann, Y. Kohler

Micropolis - Isatis
F - 05000 GAP
e-mail: info@alparc.org
Internet: http://www.alparc.org

Portrait de R. Bachelot-Narquin: Pierre Petitjean
Edité avec le concours du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Région Rhône-Alpes et le Parc national des Ecrins.

Publié en français, italien, allemand et slovène.

Reproduction autorisée en citant la source.

Impression sur papier recyclé: Imprimerie des Arts Graphiques (74)

Nr. ISSN: 1282-2507

